LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ

SEMINAIRE - BASTIA, 6-7 MARS 2025

PROF. TOMMASO EDOARDO FROSINI
DROIT PUBLIC COMPARÉ
UNIVERSITÉ SUOR ORSOLA BENINCASA NAPOLI

LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ

LE PROBLÈME DES ÎLES EN TANT
QUE TERRITOIRE SPÉCIAL ET DE
L'INSULARITÉ EN TANT QUE
CONDITION DE VIE EN DE LA
SPÉCIFICITÉ IDENTITAIRE

LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ

LES ÎLES SONT MORPHOLOGIQUEMENT
DÉSAVANTAGÉES EN TERMES DE SERVICES
PUBLICS ET SOCIAUX ET DE PLEIN EXERCICE
DES LIBERTÉS CONSTITUTIONNELLES,
NOTAMMENT DE CIRCULATION. UN ÉTAT
DÉMOCRATIQUE LIBÉRAL DOIT Y REMÉDIER

LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ

LE FACTEUR DE L'INSULARITÉ DÉTERMINE UNE CONDITION D'INÉGALITÉ PAR RAPPORT À CEUX QUI VIVENT DANS LA PÉNINSULE, EN CE QUI CONCERNE L'EXERCICE DES DROITS ET DES LIBERTÉS CONSTITUTIONNELS. LA VIOLATION DU PRINCIPE D'ÉGALITÉ NE PEUT ÊTRE TOLÉRÉE DANS UNE DÉMOCRATIE

LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ

LA CONSTITUTION DOIT PRÉVOIR DES FORMES ET DES RÈGLES DE PROMOTION POUR LA VALORISATION DES ÎLES, EN TANT QUE TERRITOIRE SPÉCIAL, ET LE SOUTIEN À LA RECONNAISSANCE ET À LA PROTECTION EFFECTIVES DE L'INSULARITÉ

LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ

LES CONSTITUTIONS ESPAGNOLE ET PORTUGAISE PRÉVOIENT DES RÈGLES FAVORABLES, NOTAMMENT FISCALES, POUR LES ÎLES ET LEURS HABITANTS. EN PARTICULIER, EN ESPAGNE, LE HECHO INSULAR EST CODIFIÉ COMME UN FACTEUR INSULAIRE, QUI S'EXPRIME PAR L'IDENTITÉ ET LA SPÉCIFICITÉ DES HABITANTS DE L'ÎLE.

LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ

LA CONSTITUTION ITALIENNE A ÉTÉ MODIFIÉE EN 2022, DANS SON ARTICLE 119, EN STIPULANT QUE « LA RÉPUBLIQUE RECONNAÎT LE STATUT PARTICULIER DES ÎLES ET PROMET LES MESURES NÉCESSAIRES POUR SUPPRIMER LES DÉSAVANTAGES LIÉS À L'INSULARITÉ ». L'ANCIEN ARTICLE 119, AVANT LA RÉFORME DU TITRE V EN 2001, PARLAIT DE MANIÈRE GÉNÉRIQUE DU DÉVELOPPEMENT DES ÎLES ET DU SUD

LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ

IL A DONC ÉTÉ POSSIBLE D'ÉLABORER, À PARTIR DE LA DOCTRINE ITALIENNE, UN «DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ» À FAIRE VALOIR PAR L'ENGAGEMENT DU LÉGISLATEUR À LÉGIFÉRER EN FAVEUR DES ÎLES ET PAR LE CONTRÔLE DE L'APPLICATION CORRECTE DE LA NOUVELLE NORME CONSTITUTIONNELLE PAR LA COUR CONSTITUTIONNELLE. IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT D'UN FINANCEMENT ACCRU POUR LES ÎLES, MAIS AUSSI DE RÉDUCTIONS FISCALES ET DE LA VALORISATION DES SPÉCIFICITÉS QUI MANIFESTENT L'IDENTITÉ INSULAIRE.

LE DROIT CONSTITUTIONNEL À L'INSULARITÉ

LA VOIE CONSTITUTIONNELLE EMPRUNTÉE PAR L'ITALIE, BIEN QUE SA MISE EN ŒUVRE CONCRÈTE RESTE À VÉRIFIER, POURRAIT ÊTRE REPRISE PAR LA FRANCE EN CE QUI CONCERNE LA CORSE. ENGAGER UN PROCESSUS DE PLUS GRANDE AUTONOMIE TERRITORIALE DES ÎLES, DANS LE RESPECT DE L'UNITÉ ET DE L'INDIVISIBILITÉ DU PAYS.